



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction départementale  
des territoires

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service Environnement et Prévention des Risques  
Pôle police de l'eau  
Affaire suivie par Laurent FABRY  
Chargé d'instruction police de l'eau  
Tél : 01 60 32 13 83  
Mél : [laurent.fabry@seine-et-marne.gouv.fr](mailto:laurent.fabry@seine-et-marne.gouv.fr)

Vaux-le-Pénil, le 27 SEP. 2023

SCCV CP ROISSY PASTEUR  
160 rue Boulogne-Billancourt  
92100 Boulogne Billancourt

**Réf. : 0100027233**

**MISE : F664 2023/094**

**Objet :** Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6  
du Code de l'environnement :

**Rabattement de nappe dans le cadre de la construction d'un projet  
immobilier situé 3/5 rue Pasteur sur la commune de Roissy-en-Brie  
Accord sur dossier de déclaration**

Madame,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement concernant l'opération :

**Rabattement de nappe dans le cadre de la construction  
d'un projet immobilier situé 3/5 rue Pasteur  
sur la commune de Roissy-en-Brie**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 5 septembre 2023, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de Roissy-en-Brie pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Marne Confluence pour information. Ces documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de Seine-et-Marne durant une période d'au moins six mois.

.../...

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation  
Le directeur départemental des territoires



Vincent JECHOUX

## Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du complément de dossier de déclaration IOTA concernant le projet Roissy Pasteur sur la commune principale ROISSY EN BRIE 77680.

**ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 05/09/2023, présenté par SCCV CP ROISSY PASTEUR , enregistré sous le n° **DIOTA-230728-112102-952-008** et relatif à Roissy Pasteur ;

**Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :**

**SCCV CP ROISSY PASTEUR**  
160 RUE BOULOGNE-BILLANCOURT  
null  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

concernant :

**Roissy Pasteur**

dont la réalisation est prévue à :

- ROISSY EN BRIE 77680

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage	1.000	1.000	D	Dispositif de rabattement
1.1.2.0	2	Prélèvement dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau	30 044.000 m3	30 044.000 m3	D	Rabattement de nappe en phase chantier débit max de 9,95 m3/h

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet [https://aida.ineris.fr/liste\\_documents/1/17940/1](https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1)

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 05/11/2023** correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception des compléments du dossier durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général** au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au

dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**La référence de votre dossier est : DIOTA-230728-112102-952-008**

**Le code postal du projet (commune principale) est : ROISSY EN BRIE 77680**

**Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.**

### **Votre avis nous intéresse**

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

## **Récapitulatif**

### **Pièces jointes ajoutée(s), modifiée(s) et/ou supprimée(s)**

#### **2 - Déclarant(s)**

**Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.**

#### **3 - Localisation**

**Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.**

#### **5 - Documents**

**Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.**

## 6 - Plans

Fichier supplémentaire : [Annexes\\_et\\_complements.zip](#) - [fichier modifié](#).

### 1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Roissy Pasteur**

Numéro d'AIOT : **0100027233**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La DDT(M)**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Non**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur [Service-public.fr](#)**

### 2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **49351036600039**

Organisme : **COMIREM SCOP**

Nom : **FORMAGNE**

Prénom : **Antoine**

Fonction : **HYDROGEOLOGUE**

Adresse email : **antoine.formagne@comiremscop.fr**

Téléphone fixe : + **33 254070547**

Téléphone portable : + **33 674662649**

Mandat (Pièce jointe) : **Mandat\_dépôt\_IOTA.pdf**

**Déclarant ( Personne morale ) N° 1**

N° SIRET : **91335204300016**

Raison sociale : **SCCV CP ROISSY PASTEUR**

Forme Juridique : **Société civile immobilière de construction-vente**

### Adresse en France

**160 RUE BOULOGNE-BILLANCOURT**

**92100 BOULOGNE BILLANCOURT**

### Signataire

Nom : **LESBEC**

Prénom : **Morgan**

Qualité : **Directeur Promotion**

Téléphone fixe : + **00000 184011330**

Téléphone portable : + **00000 642648382**

Adresse email : **cmachon@care-promotion.fr**

### Référent

Nom : **MACHON**

Prénom : **Claire**

Fonction : **Directrice de Programmes Adjointe**

Téléphone fixe : + **33 184011330**

Téléphone portable : + **33 642648382**

Adresse email : **cmachon@care-promotion.fr**

### Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **antoine.formagne@comiremscop.fr**

## 3 - Localisation

### Adresse du projet

Code postal et commune : **77680 ROISSY EN BRIE**

Numéro et voie ou lieu dit : **3 Rue Pasteur**

### Géolocalisation du projet

X : **674711**

Y : **6854563**

Projection : **Lambert 93**

Parcelles : **5 - Parcelles.csv**

Géolocalisation du projet : **geologcalisation.zip**

## 4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Oui**

Quel(s) sont les SAGE concernés ? **Marne Confluence**

### Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
1.1.1.0		Sondage, forage	1.000	1.000	D	Dispositif de rabattement
1.1.2.0	2	Prélèvement dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau	30 044.000 m3	30 044.000 m3	D	Rabattement de nappe en phase chantier débit max de 9,95 m3/h

### Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

## 5 - Documents

Résumé non technique : **Résumé\_non\_technique F.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **22381\_DLE\_rabattement.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **Formulaire Natura 2000.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **acte propriété.pdf**

## 6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **Plans.zip**

Fichier supplémentaire : **Annexes\_et\_complements.zip**

Précisions :



**Sujet :** Accord sur dossier de déclaration loi sur l'eau dans votre commune - Pour affichage

**De :** Guichet unique de l'eau - DDT 77/SEPR/PPE emis par LAGRABE Dominique (Chargée d'instruction administrative Loi sur l'eau) - DDT 77/SEPR/PPE <dominique.lagrabе.-.ddt-guichet-unique-de-l-eau@seine-et-marne.gouv.fr>

**Date :** 27/09/2023 à 11:30

**Pour :** Roissy-en-Brie <communication@roissyenbrie77.fr>

Monsieur le Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, conformément à l'article R. 214-37 du Code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par SCCV CP ROISSY PASTEUR en date du 28 juillet 2023 et complété le 5 septembre 2023 concernant l'opération suivante :

Rabattement de nappe dans le cadre de la construction d'un projet immobilier situé 3/5 rue Pasteur  
sur la commune de Roissy-en-Brie

Vous trouverez également pour affichage en mairie pendant au moins 1 mois, copie de la décision de Monsieur le Préfet concernant cette déclaration ainsi que le récépissé de déclaration. Pendant cette même période, pour les personnes qui le souhaiteraient, le dossier devra être accessible à la consultation en mairie.

**A l'issue de cet affichage, vous n'omettez pas de nous retourner par retour de courriel, un certificat attestant cet affichage.**

Cordialement,

--



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale  
des Territoires

**Madame Dominique LAGRABE**

Chargée d'instruction administrative Loi sur l'eau / Guichet Unique  
Service Environnement et Prévention des Risques / Pôle police de l'eau

288 rue Georges Clémenceau  
Parc d'activités de Vaux-le-Pénil – BP 596  
77005 Melun Cedex  
Tel. : 01.60.56.73.21 - poste 10821 - Fax : 01.60.56.71.06  
<http://www.seine-et-marne.gouv.fr>

Le message a été envoyé avec Mélanissimo. Ses pièces jointes sont accessibles (pour la durée définie à l'envoi) uniquement depuis l'interface de l'application.

Pièces jointes:

20230927\_courrier accord.pdf

fichierAccuseReception\_V2.pdf

DLE complet au 05 09 2023.zip



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction départementale  
des territoires

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service Environnement et Prévention des Risques  
Pôle police de l'eau  
Affaire suivie par Laurent FABRY  
Chargé d'instruction police de l'eau  
Tél : 01 60 32 13 83  
Mél : [laurent.fabry@seine-et-marne.gouv.fr](mailto:laurent.fabry@seine-et-marne.gouv.fr)

Vaux-le-Pénil, le 27 SEP. 2023

Commission locale de l'eau  
du SAGE Marne Confluence  
Syndicat Marne Vive  
Hôtel de Ville  
Place Charles de Gaulle  
94100 SAINT-MAUR DES FOSSÉS

**Réf. : 0100027233**

**MISE : F664 2023/094**

**Objet :** Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6  
du Code de l'environnement :

**Rabattement de nappe dans le cadre de la construction d'un projet  
immobilier situé 3/5 rue Pasteur sur la commune de Roissy-en-Brie**

Monsieur le Président,

Conformément à l'article R. 214-37 du Code de l'environnement, je vous prie de trouver, sous ce pli, pour information, copie de la décision de Monsieur le Préfet relative à la déclaration déposée par la SCCV CP ROISSY PASTEUR en date du 28 juillet 2023 concernant un rabattement de nappe dans le cadre de la construction d'un projet immobilier sur la commune de Roissy-en-Brie.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Pour le préfet et par délégation  
Le directeur départemental des territoires

Vincent JECHOUX